Image not found or type unknown

I put the shame on YOU! Rèveillons nous!

publié le **20/04/2015**, vu **2514 fois**, Auteur : Emmanuel Charbit, Avocat

Voilà plus d'un mois que les élections israéliennes ont eu lieu et les résultats connus (un peu mois pour les résultats officiels)…mais surtout voilà bientôt 28 jours que le Premier Ministre Netanyahu a reçu du Président Rivlin mandant de former un gouvernement et donc une majorité. Toujours rien…pire encore, le Premier Ministre va demander et obtenir aujourd'hui du Président de l'Etat une rallonge de 14 jours pour y arriver.

Voilà plus d'un mois que les élections israéliennes ont eu lieu et les résultats connus (un peu mois pour les résultats officiels)…mais surtout voilà bientôt 28 jours que le Premier Ministre Netanyahu a reçu du Président Rivlin mandant de former un gouvernement et donc une majorité.

Toujours rien…pire encore, le Premier Ministre va demander et obtenir aujourd'hui du Président de l'Etat une rallonge de 14 jours pour y arriver.

A la suite des élections, le Président Rivlin ne voulait pas perdre une minute dans la formation d'un gouvernent et a obtenu de commencer ses rendez-vous obligatoires avec les chefs de partis au lendemain des élections afin d'obtenir le nom du futur candidat à la formation du gouvernement le plus rapidement possible, car selon lui il fallait travailler au plus vite pour améliorer le quotidien des israéliens. Le Premier Ministre Netanyahu avait au lendemain des élections dit qu'il ferait tout pour obtenir un gouvernement dans les jours qui suivront sa nomination par le Président Rivlin. Tous les chefs de parti ont fait de l'urgence sociale la grande partie de leur programme à en voir le résultat de Kahlon et son partie Koulanou ; ce dernier voulant au plus vite et sans attendre faire baisser les prix à la consommation.

En un mot les politiques, du chef de l'Etat aux députés n'avaient qu'à la bouche la réponse immédiate et rapide aux besoins des citoyens.

Au vu du résultat des élections, Netanyahu paraissait en mesure d'arriver rapidement à une majorité de 61 députés (sur 120).

En effet au lendemain des élections, on constate que le Likud de Netanyahu a réussi sur les derniers jours de campagne à ramener à lui un grand nombre des électeurs du parti de droite nationaliste HaBait HaYehudi, a bénéficié d'une perte de vitesse à son profit des partis religieux due à la division du Shas et du parti de Liberman, Israel Beitenoun en raison d'affaires politico-pénales. Ce constat mathématique permettait à Netanyahu d'obtenir 57 députés auxquels il pouvait ajouter les 10 sièges de Kahlon, soit 67 députés. En effet, Kahlon ancien ministre des Télécoms de Netanyahu avait fait de son obtention du poste de Ministre des Finances la condition *sine qua non* de son entrée dans le Gouvernement, assurance qu'il avait obtenu de Netanyahu pendant les élections. Netanyahu se retrouvait au soir des élections en force pour négocier et mettre un gouvernement sur les rails pouvant garder pour lui et ses alliés le slogan de campagne « c'est nous ou eux (Hertzog et Livni) ».

Aujourd'hui pourtant toujours rien. Aucun accord entre le Likud et un autre parti n'a encore été signé. Où en est-on ? Très simple…nulle part ou plutôt si, en plein milieu des années 50 en France, c'est à dire dans un système parlementaire avec des élections à la proportionnelle où pas

de gouvernement sans coalition, et pas de coalition sans arrangements partisans après les élections. Les programmes proposés pendant la campagne sont donc soumis à rude épreuve car chaque parti arrive avec son propre programme sur telle ou telle question sans que cela ne soit forcement compatible avec le programme du futur Premier Ministre. En effet le système à la proportionnelle permet à tout parti atteignant un pourcentage de voix minimum d'obtenir des sièges à l'Assemblée (pour ces élections, le seuil était de 3,25% des suffrages, soit 150.000 voix, ce qui permettait de faire son entrée à la Knesset avec 5 sièges).

Lors de la négociation qui s'installe entre le futur Premier Ministre et les membres de la coalition informelle, chaque parti et/ou allié qu'il soit naturel ou de circonstance réclame ses ministres et ses prérogatives et ce quel que soit le nombre de siège qu'il apporte à la coalition…chaque parti peut par son refus empêcher une finalisation de l'accord de gouvernement.

Alors qui est responsable ? Sur qui doit porter l'échec de ces négociations partisanes ? Sur qui doit-on « déverser » notre honte ? Sur tous et personne à la fois, sur Netanyahu et Kahlon, sur Benet et le système électoral, sur les partis et nous-mêmes, les électeurs, le peuple.

Ce système nous amène donc à accepter qu'en l'espace de 16 ans, nous nous soyons rendus 8 fois aux urnes contre 5 théoriquement (si chaque législature et mandat de premier ministre étaient allés au bout de la période fixée de 4 ans).

Ce système nous amène donc à organiser des élections qui bloquent pendant plus de 4 mois la vie du pays (entre la décision de se rendre aux urnes et le premier jour de travail du nouveau gouvernement et de la nouvelle majorité). De nombreuses commissions ne travaillent pas, des budgets sont gelés, des lois de finance sont en attente. Bref, les serviteurs du peuple qui avaient comme but premier pour ces élections, son bien-être économique et social se perdent en négociations de job.

Pour nous rassurer, Liberman affirme que l'important pour lui, ce n'est pas les portefeuilles pour son parti mais les lignes du programme gouvernemental. Dans ce cas, pourquoi ne fait-il pas don du Ministère des Affaires Etrangères en contrepartie d'un soutien du gouvernement ? – après tout, même sans ses députés Netanyahu arrive à réunir 61 députés.

Car il utilise à son avantage, celui de son parti et de ses électeurs, le système électoral actuel…Et qui pourrait le lui reprocher hormis certains idéalistes d'une politique active et de décisions plutôt que d'une politique d'arrangements partisans. Ils jouent tous à un jeu de poker menteur, tu me donnes ce ministère sinon pas de gouvernement, doublé d'une partie de Monopoly où l'on échangerait l'Intérieur contre l'Education tout comme on le faisait entre la Rue de la Paix et la Gare Saint Lazare.

Derhi du Shas est prêt à renoncer à certaines des prérogatives de son Ministère contre des postes ici et là pour d'autres de ses colistiers. Benet est prêt à augmenter les dépenses ministérielles en revenant sur la loi limitant le nombre de ministres à 18, pour pouvoir en offrir un à l'une de ses amies. Derhi et Benet menacent les négociations si ils n'obtiennent pas le Ministère des Religions…Netanyahu a d'ailleurs proposer que le Ministre revienne à l'un de ses amis du Likud et que les deux directeurs de cabinet soit issus des partis de Benet et Derhi. Kahlon annonce que sans prérogatives supplémentaires, il refusera toute avancée des négociations. Les députés du Likud font pression sur Netanyahu car ils ont l'impression que le gouvernement se fait sans eux…Satisfaire la coalition étant plus vital que satisfaire les membres du parti.

En bout de course, majorité et gouvernement il y aura d'ici deux semaines…mais elle sera encore une fois confrontée aux mêmes problèmes qui font que depuis plus de 15 ans tout gouvernement est instable, voir en danger dès son entrée en fonction, et qu'aucune avancée significative n'est à noter tant sur le plan de la politique intérieure ; en effet comment faire coïncider les désirs d'égalitarisme des laïques avec la demande de reconnaissance de la spécificité religieuse – que

Copyright © 2024 Legavox.fr - Tous droits réservés

sur le plan international ; comment faire coïncider la volonté de négociations et celle de droit inaltérable sur un territoire géographique. Le système proportionnel fait privilégier les intérêts particuliers de groupe et de carrière à l'intérêt collectif.

Le mode électoral de notre pays doit changer. Le pays approche de son 67ème anniversaire, nous ne sommes plus un jeune et petit pays dont le seul objectif est de survivre et de nourrir ses nouveaux arrivants. Nous sommes un pays mature de plus de 8 millions d'habitants avec des populations diverses. Nous ne pouvons plus nous appuyer sur un système d'élection de cour d'école où chaque exigence de tel ou tel peut faire vaciller le gouvernement. Les grands partis majoritaires doivent réussir à agréger à eux des plus petits partis ou à faire accepter que la Knesset ne puisse plus rester une chambre morcelée en 13 parties.

Il est temps de nous doter d'un mode électoral solide qui permettra de faire sortir des majorités claires. Les modèles existent de par le monde, l'existence d'un suffrage universel majoritaire à un tour ou deux tours, l'installation de circonscription ou de région, etc…. Malheureusement, tant que nos dirigeants seront occupés à règler des questions de casting, ils n'auront pas le temps de s'occuper des questions qui permettraient au monde politique d'être plus fluide et plus rapidement en phase avec les réalités.

Il est temps de mettre nos représentants politiques au travail qui est le leur, à savoir après avoir été élu, voter des lois et les mettre en application.

Maître Emmanuel Charbit

Mail: emmanuel@charbitlaw.com

Tél: +972 54 22 89 869

Copyright © 2024 Légavox.fr - Tous droits réservés